

Cher Président ; Chers Amis du club Energie

Je vous salue et vous exprime mes regrets de ne pas avoir pu communier avec vous sur une date historique. Oui à la symbolique, si elle porte une utilité pour l'avancement des choses réelles. Mon propos va aller donc au-delà de l'affectif ou du conventionnel. Aussi proposerais-je une réflexion sur une démarche utile à notre pays.

Je reviendrai à cette réflexion après une brève revue des lignes essentielles du processus du 24 février, de sa préparation, de sa mise œuvre sur les champs

Avant l'annonce officielle de la prise du contrôle de l'exploitation des gisements sur les concessions héritées des Accords d'Evian, le 24 février fut d'abord la date anniversaire de la fondation de l'UGTA en 1957, sous l'égide du FLN mouvement historique de libération nationale, un anniversaire suivi de peu par l'exécution sous la torture du héros martyr Larbi Benmhidi.

Dans un premier temps, les mesures annoncées le 24 février 1971 ont porté sur les permis d'exploitation que l'administration coloniale avait accordés aux sociétés françaises majoritairement. Ces mesures furent un acte de développement des plus éminent et non point un exercice idéologique ; vous êtes les mieux placés pour savoir que la préservation des ressources contenues dans un réservoir est directement impactée par les politiques d'exploitation. Lesdites mesures seront étendues à l'ensemble du sous-sol national par la loi fondamentale du 21 avril 1971. Enfin la loi de 1991 étendra la possibilité d'associer ; jusqu'à concurrence de 49 %, les investisseurs étrangers dans l'exploitation de gisements déjà découverts.

Le quatrième congrès du FLN réuni le 25 janvier 79 pour désigner le successeur de Boumediene, s'est tenu sous le slogan de la « **Continuité et fidélité à Houari Boumediene** »¹

Pourtant le nouveau gouvernement à peine formé, allait s'engager sans ménagement dans une opération programmée de démantèlement systématique des politiques suivies durant les années 60-70. Un ruineux démantèlement ; la seule dénonciation des contrats gaziers US va couter à

l'Algérie un manque à gagner de plus de 40 milliards de US \$ (de 1985) sans compter l'abandon du marché allemand. Parallèlement, une aveugle chasse aux sorcières a poussé vers l'étranger la crème de 500 cadres et techniciens de Sonatrach, à la grande satisfaction des pays du Golfe...et au grand étonnement de ceux des observateurs arabes qui s'en ouvraient à leurs interlocuteurs algériens

« Mais qu'est-ce qui vous prend à vouloir saborder Sonatrach ? Nous n'aimions pas forcément cette Sonatrach mais nous en étions fiers !! »

La commémoration du 24 février 1971 est une démarche qui est à jauger à l'aune de l'utilité pour la société. Ni exercice nostalgique, ni une sorte de copier-coller du passé sur l'avenir. Au demeurant le 24 février 71 a fait son œuvre sur une période révolue. L'Algérie des années 60-70 exsangue après huit ans de guerre clôturant 130 ans de colonisation, est toute autre que celle du XXI^e siècle dans tous ses états populations, ressources humaines et matérielles, désertion en trois mois d'un million de « pieds noirs » qui tenaient tous les leviers de commande de l'économie comme de l'Administration.

¹ Au centre de l'écusson la photo du disparu

Les premiers dirigeants mandataires du GPRA au sein de l'Exécutif provisoire je cite, loin d'être exhaustif, le Dr Chawki Mostefai² chef de file, Belaïd Abdesselam³, Mohamed Khémisti ancien président de l'UGEMA (dissoute en 57) et beaucoup d'autres ont eu à affronter les conséquences inéluctables multiformes, de la politique de la terre brûlée de l'OAS qui faisait encore rage, dont l'exode massif des pieds noirs, la désertification des services et administrations publics et le chaos qui se profilait en point de mire.

C'est dans ces conditions, qu'entre autres, Belaïd Abdesselam chargé de l'économie au sein de l'Exécutif provisoire a largement contribué à la mise en place de cet embryon de l'administration économique trouvé en place par le premier gouvernement Ben Bella de septembre 1962.

Les tâches prioritaires du rétablissement de l'ordre et de la sécurité, de la prise en charge des populations et des masses de réfugiés rentrant de Tunisie et du Maroc, de la remise au travail du pays, de la prise en charge des terres agricoles abandonnées etc. s'imposaient d'elles-mêmes. Des cadres et ingénieurs, forcément peu nombreux, ont été répartis à la tête des structures qui sont au cœur de l'action immédiate. Je peux citer au passage celles qui me viennent, là immédiatement en tête : la Banque Centrale d'Algérie, BCA avec Mohammed Seghir Mostefai, membre de la délégation d'Évian,⁴ Il restera gouverneur de la BCA durant vingt ans. Lamine Khene⁵ prenait la présidence de l'Organisme Saharien, structure paritaire transitoire de coopération instaurée par les Accords d'Évian et dont, *es qualité* de Directeur de l'Énergie et des Carburants, j'ai été administrateur en compagnie de six autres hauts fonctionnaires algériens.

Par quels cheminements la poignée d'ingénieurs anciens boursiers du FLN qui provenions des sections universitaires de l'OCFLN des coins de la terre nos affectations furent-elles décidées? Je ne saurais le dire, mais peu importe, il fallait faire avec, soit un petit nombre de jeunes diplômés guidés par leurs aînés encore moins nombreux, vers des postes de responsabilité, que leurs camarades de promotion en France et ailleurs ne pouvaient envisager qu'après une vingtaine d'années d'expérience et plus.

Les secteurs où allèrent certains d'entre nous ne coïncidaient certes pas souvent avec les disciplines propres à nos diplômes respectifs mais à partir de certains niveaux, les études supérieures sont censées mener à tout, dans la mesure où elles vous arment pour savoir apprendre et vous adapter dans le plus large éventail des situations. ⁶

² Un nom notoire de la fondation du mouvement national PPA-MTLD des années 40 et 50

³ Rescapé à l'âge de 17 ans des massacres de Guelma-Setif, sera peu après sa détention le benjamin du comité central du PPA au lendemain du 8 mai 45

⁴ Ancien militant du Mouvement national, juriste de formation et en même temps financier aguerri au service du ministère des Finances de la Tunisie indépendante.

⁵ Ancien membre fondateur du mouvement étudiant, officier de l'ALN et ancien ministre du GPRA

⁶ Les responsables politiques de l'époque étaient relativement jeunes eux aussi. L'histoire leur reconnaîtra d'avoir fait confiance à la jeunesse algérienne. Le fait qu'ils n'aient pas eu d'autre choix n'enlève rien à leur mérite. Les accomplissements accomplis par ceux qui incarnaient la jeunesse de l'époque, aussi bien dans le recouvrement de la souveraineté que dans l'action de développement, ne sont pas sans failles ni lacunes. Mais ils demeurent en fin de compte exemplaires. Les tenants du pouvoir qui appartiennent à notre génération et qui ne finissent pas de s'accrocher au pouvoir comme à une finalité en soi doivent se souvenir aujourd'hui que c'est en misant sur les jeunes que l'Algérie a pu se sortir du chaos et se placer en même temps sur les rails du progrès. Dans les moments difficiles que nous vivons, face au défi numéro un qu'est la désespérance, notre jeunesse doit savoir se reconnaître dans cette exemplarité et y trouver des précédents qui sont autant de motifs de reprendre confiance en elle-même.

Pour ma part, le sort m'a propulsé, moi ingénieur sortant frais émoulu de l'Ecole des Ponts et chaussées de Paris, à la tête du secteur de l'énergie, devenant à 24 ans le délégué de la puissance souveraine, dans un domaine inconnu, conscient que j'étais que cette puissance n'avait de souveraine que la forme, tant que nous n'aurions pas appris à faire par nous-mêmes tout ce que faisaient les sociétés pétrolières concessionnaires. Vous voyez bien qu'en matière de vocation, nous n'avions que celle du service public. Il ne venait à l'esprit d'aucun d'entre nous de créer sa propre société ou de travailler dans le privé. Notre éducation nous y prédisposait, l'éducation familiale et notre formation politique au sein du l'OCFLN Mouvement de libération. Nous avons conscience à la fois de nos handicaps et de la chance exceptionnelle qui était la nôtre de nous voir assumer des charges aussi élevées au regard de notre jeune âge.

J'en arrive à la situation de fait : en juillet 1962, l'exploitation des gisements est dominée par des sociétés françaises majoritaires, principalement issues d'un établissement public le BRP auquel succèdera l'ERAP puis ELF, ainsi que des sociétés anglo-saxonnes et américaines minoritaires.

Souverains sur le plan légal, nous étions étrangers sur le terrain, puisque la politique d'exploitation était menée par des organismes étrangers. En deux mots comme en cent, nous étions les maîtres... dans nos bureaux, mais des étrangers sur nos gisements.

D'où la logique qui s'imposait immédiatement à nous : pas de souveraineté réelle sans contrôle opérationnel des gisements ; pas de contrôle possible sans que les Algériens ne sachent pas eux-mêmes conduire les opérations sur chaque maillon de toute la chaîne d'amont en aval. Ni Ahmed Ben Bella ni Houari Boumediene ne furent dupes de cette souveraineté formelle, qui n'ont jamais mis les pieds sur un champ pétrolier algérien, tant que le contrôle en était détenu par les sociétés étrangères. Houari Boumediene n'est allé que sur des sites contrôlés par Sonatrach, comme ce fut le cas à El Borma ou Zelfana où Sonatrach fit ses premières découvertes de pétrole. Sa première visite historique à Hassi-Messaoud eut lieu le 19 juin 1971 où, de la base de vie du Nord baptisée pour la circonstance « Base du 24 février », il annonça solennellement « **La bataille du pétrole est Terminée !** »

Préalablement à la fondation de Sonatrach, le président Ahmed Ben Bella posait à Boumerdès la pierre inaugurale de la première école algérienne de formation des techniciens. Baptisé Centre africain des hydrocarbures et du textile, le CAHT a été le père du futur INH, l'Institut National des Hydrocarbures et de l'IAP, Institut Algérien du Pétrole, d'où allaient sortir dès 1967 les premières promotions de l'importante communauté d'ingénieurs et de techniciens algériens des hydrocarbures. De nombreux élèves étrangers, africains, cubains, arabes ont fait partie de cette communauté qui doit se compter à ce jour par dizaines de milliers.

Que l'Algérie ait consacré son premier acte de développement à la formation dans le domaine du pétrole et à la fondation de Sonatrach, voilà un geste qui illustre une stratégie pétrolière arc-boutée sur la volonté de se doter des instruments et des hommes capables d'occuper le terrain sur l'ensemble de la chaîne pétrolière industrielle et commerciale. Le premier acte fondateur de la stratégie pétrolière nationale fut la pose de la première pierre du Centre africain des hydrocarbures et du textile CAHT centre de formation des techniciens pétroliers qui allait s'étendre à l'Institut national des hydrocarbures INH puis à l'Institut algérien des pétrole et du gaz IAP, deux Instituts d'où allaient sortir durant cinquante ans des dizaines de milliers d'ingénieurs et techniciens algériens, africains sud-américains

Le deuxième acte fondateur de la stratégie de préparation et de mise en place des décisions du 24 février fut la création par décret signé BEN BELLA de l'outil opérationnel SONATRACH fin décembre 1963 qui allait devenir la base de lancement durant 14 ans de centaines de projets constituant le tissu de l'industrie nationale des hydrocarbures ; Une quinzaine d'ingénieurs et

cadres répartis entre l'Administration centrale, l'Organisme saharien et Sonatrach sous l'autorité formelle de leur hiérarchie administrative constituent une cellule opérationnelle conduite de facto par Belaid Abdesselam Conseiller spécial du Président de la République et sous l'autorité directe de ce dernier: ainsi fut constitué l'embryon des pionniers qui vont essaimer durant dix ans à 15 ans, au fur et à mesure des apports successifs provenant des Instituts de formation et des personnels hérités des nationalisations, pour former les artisans de la prodigieuse aventure industrielle et pétrolière algérienne dans tous ses compartiments, y compris les principales négociations internationales diplomatiques et commerciales.

Avant de se confronter aux coups de boutoir de l'autodestruction, Sonatrach s'est fait un nom hautement respecté dans le concert des grandes compagnies pétrolières comme sur la scène des relations internationales. Société missionnaire de l'Etat algérien, elle s'est trouvée à sa naissance en opposition frontale avec une société missionnaire de l'Etat français : c'est en Algérie que le groupe d'Etat français BRP-ERAP s'est constitué en empire pétrolier dont la stratégie ne tendait à rien moins qu'à assurer coûte que coûte, sa continuation en tant que tel, au-delà du défunt empire colonial. La seule stratégie autorisant la perspective d'une récupération future des ressources pétrolières nationales consistait donc à doter le pays de moyens nationaux, hommes et outils économiques, capables de jouer le rôle échu *de facto* aux seules compagnies étrangères, à chaque maillon de la chaîne pétrolière.

C'est à cette fin que Sonatrach a été créée. La feuille de route dont s'est doté le premier PDG de Sonatrach, dès son installation, est des plus clairement lisible dans l'embryon d'organigramme de premier établissement, soit une dizaine de Directions intitulées : Sélection et Formation, Recherche et Production, Transport, Raffinage et Pétrochimie, Projet Gaz, Commercialisation, Études Économiques et Administration générale.

Ce qui veut dire que Sonatrach est née avec une feuille de route, qui l'engageait dès le lendemain de sa fondation sur des dizaines de fronts à la fois.

Comment donner une idée de l'ampleur des actions entreprises, de leur multiplicité et de leur diversité ? J'ai sous les yeux, une chronologie brute des événements pétroliers algériens signalés par les coupures de presse ⁷ 1877, année du premier acte d'exploration au Nord de l'Algérie et l'année 2000. Si je retiens, à titre d'indice d'activités approximatif, le nombre d'évènements enregistrés chaque année, je note un indice égal à 1 pour les 95 ans qui vont jusqu'à la date de l'indépendance ; une moyenne de 6 de 1954 à 1962 ; une moyenne de 100 pour les huit ans de préparation des nationalisations ; une moyenne de 100 pour les huit ans qui séparent la nationalisation de 1971 de la disparition de Boumediene en décembre 1978; enfin un peu moins de 50 événements par an pour les vingt années qui vont de 1979 à 2000. No comment !

⁷ Sonatrach grandissait d'année en année à un rythme exponentiel. Plus elle grandissait, plus la perception « d'organisme monstre », dont on l'affublait à sa naissance déjà, trouvait crédit auprès de son environnement. J'étais allé alerter le ministre des Finances sur l'état de blocage bureaucratique des projets de Sonatrach et aussi tenter d'apaiser une polémique qui s'était développée entre les deux ministres (Finances d'un côté, Industrie et Energie de l'autre). Ahmed Kaid (avec Ahmed Medeghri), faisait partie, à mes yeux, de ces hommes politiques qui avaient une culture d'hommes d'État. Avant même de me laisser parler, il me dit sur un ton bougon et bonhomme à la fois « *Sonatrach est un boa !* ». Cette image d'une Sonatrach qui investit trop, forme trop, dévore tout sur son passage, a été instillée même dans les têtes les mieux intentionnées, y compris celles de nos dirigeants les mieux armés intellectuellement. Il avait suffi à Ahmed Kaid d'une brève description des choses (moins d'une demi-heure) pour se convaincre que les services l'avaient mal informé. Il a dénoué sur le champ une situation bloquée depuis des mois.

Nommé premier PDG historique Belaid Abdesselam sera appelé quinze mois plus tard, au lendemain du coup de force du 19 juin 65, à occuper le poste de Ministre de l'industrialisation et de l'énergie jusqu'à mars 77, avec comme seule feuille de route « **Tu continues en droite ligne dans la voie déjà tracée** »

En octobre 65 il m'installera comme son successeur au sommet de Sonatrach. Succession qui sera validée officiellement par décret d'Avril 66.

Le secret de la réussite du 24 février :

-1. Groupe de jeunes engagés et dévoués au service public, tous anciens boursiers du FLN issus des maquis ou de l'organisation clandestine FLN et formés dans les universités et grandes écoles internationales.

-2. Une direction politique ferme et cohérente, à la vision à long terme qui ne laissait aucune place à l'improvisation.

-3. La stabilité la confiance.

Ben Bella a nommé un seul PDG en dix-huit mois ; Boumediene 1 seul PDG en 13 ans ; Bendjedid 6 PDG en 9 ans ; Bouteflika 10 PDG (un tous les deux ans, et 20 gouvernements en 20 ans).

J'en arrive à l'objet premier de mon intervention, à savoir quel enseignement tirer du 24 février pour servir mieux notre pays ? Nous sommes dans une Algérie qui a radicalement changé par rapport à 1962 : démographie quintuplée, niveau de vie plus élevé, défis économiques plus complexes mais potentialités matérielles et humaines considérablement plus élevées, climat géopolitique et voisinage de plus en plus menaçants, incertitude économique lancinante, relation entre société civile et pouvoir politique très en deçà du nécessaire ?

Que doit faire un groupe de vétérans qui constitue un capital de savoir-faire et d'expérience non négligeable en matière énergétique ? Tracer la politique de l'énergie relève de la compétence et des capacités de l'Etat. Mais le pouvoir politique doit prendre conscience qu'aucune politique petite ou grande ne peut se réaliser sans la participation de la société.

D'où ma conclusion ; devant tant d'inconnues, il est une première façon d'aider sûrement le pouvoir, c'est d'éclairer l'opinion sur la réalité de nos problèmes et l'existence des solutions à chaque défi. Aider le pouvoir directement ou indirectement pour le bien et la sécurité des gens est une sorte de **pari de Pascal** aux termes duquel « **au mieux le pays gagne et au pire il ne perd rien** ».

Sur deux cents membres du club il y en a au moins un sur trois qui ont au moins un sujet à partager avec l'opinion ; un sujet par semaine sur toute l'année et vous aurez permis à des millions d'Algériens de ne pas mourir ignorant tout de questions vitales pour leur présent et leur avenir : l'énergie et l'eau sont les deux facteurs essentiels à la vie. Il y a cent manières pour en éclairer les gens

C'est le moment ou jamais de prendre conscience des grands défis qui sont devant nous et de prendre conscience des solutions qui sont à notre portée. Le peuple algérien vaincu par la première armée du monde au milieu du 19ème siècle a tenu 132 ans au point d'arriver à un niveau de résignation et de clochardisation tel que l'on entendait dire « **un tel est fou la preuve est qu'il croit à l'indépendance** ». Au même moment une centaine de jeunes révolutionnaires ont déclenché une lutte armée entraînant en moins de deux ans derrière eux un peuple entier. C'est là une histoire vécue et non une vue de l'esprit. Tragiquement vécue au prix de millions de sacrifices humains

En 2003 au moment de l'invasion de l'Iraq par l'armée US j'avais adressé au président une lettre ouverte que je concluais en lui disant « **aucune puissance étrangère ne nous respectera tant que nous ne nous respecterons pas nous-mêmes. Après la protection de Dieu la plus sûre des**

protections est celle de votre peuple » c'était au même moment que son ministre de l'énergie confiait à des journalistes (toujours en vie) qui lui reprochaient de vouloir brader les gisements « ***il vaut mieux les (aux américains) leur donner avant qu'ils ne viennent les prendre de force »***⁸

Les défis devant nous sont graves mais nous avons les moyens humains et matériels de les affronter et de gagner, si nous en avons la volonté. Ma conviction est que nous gagnerons si nous nous montrons capable de réconcilier le peuple et le pouvoir politique, de réaliser l'Union nationale sacrée aux termes de laquelle le peuple protège les institutions et les institutions protègent le peuple. Aucune force extérieure ne peut manquer de respect à une nation ou le peuple est prêt à mourir pour ceux qui le protègent ; Nous gagnerons sur les deux plans économiques et sécuritaires. Les défis devant nous sont graves mais nous avons les moyens humains et matériels de les affronter et de gagner, si nous en avons la volonté. Ma conviction est que nous gagnerons si nous nous montrons capable de réconcilier le peuple et le pouvoir politique, de réaliser l'Union nationale sacrée aux termes de laquelle le peuple protège les institutions et les institutions protègent le peuple. Aucune force extérieure ne peut manquer de respect à une nation ou le peuple est prêt à mourir pour ceux qui le protègent. Nous gagnerons sur les deux plans économiques et sécuritaires.

En attendant notre club ne perdra pas son temps s'il s'engage résolument dans une véritable campagne d'information de l'opinion sur tous les aspects de la problématique de l'eau et de l'énergie. Un récent article de Terkmani m'a paru représenter un modèle de pédagogie en matière de gaz de schistes. Répétons-le pour toutes les facettes de la problématique.

Je termine par une réflexion sur les démarches résignées qui me paraissent les pires des choix qui pourraient prévaloir.

Devant la difficulté nous pouvons tous geindre et ressasser nos plaintes en nous rejoignant dans un soupir commun : « ***Allah Ghaleb*** » ! Comme si le subconscient dévoyait une formule de glorification divine en une implicite incrimination de Dieu, moyennant quoi on s'achète sans frais une bonne conscience. ***Allah Ghaleb est*** l'alibi absolu des faibles qui ont se vautrent dans la résignation dans l'inaction, c'est l'argument suprême des « puissants » qui s'obstinent à perdurer dans l'impuissance. Sortir de ces fragilités conjuguées implique la sortie du cycle de la défiance mutuelle entre le citoyen et la société politique. C'est un cycle auto entretenu qui ne peut que s'emballer si chacun de nous se cantonne dans la posture qui se limite à se défausser de ses responsabilités politiques ou citoyennes présentes à se défausser « sur les autres » ou sur le passé. Rompre le cercle vicieux dans lequel nous nous trouvons enfermés est donc l'affaire de tous les acteurs de la vie associative civile et politique, les pouvoirs publics et les acteurs institutionnels.

Se défausser de ses responsabilités politiques ou citoyennes « sur les autres » ou sur le passé, est une démarche qui ne mènera nulle part.

Ce n'est par l'enfermement de tous les acteurs, réels ou virtuels, dans une sorte d'autisme généralisé que notre société se sortira de ce mauvais pas, car c'est l'affaire de tous qui est en question, aussi bien sous l'angle de la responsabilité que dans la perspective de l'action.

La société doit recouvrer l'envie de s'en sortir, se reprendre pour pouvoir ensuite agir par la force de son énergie propre. Il lui échoit une grande part de l'assomption de son destin.

Rien ne se donnera à elle pour rien, c'est la loi naturelle. Personne, ni aucune force ne lui présentera sur un plateau d'argent tous les ingrédients nécessaires à l'accomplissement de son destin. Le mieux qu'elle puisse exiger légitimement de ses gouvernants est que ceux-ci s'attachent en urgence à lever tous les obstacles qui entravent ses propres énergies créatrices.

⁸ Une confidence que n'avait pas appréciée son collègue de l'Intérieur par la voie de réserves écrites adressées au Conseil des ministres

Certes la société est abandonnée à elle-même ; certes elle est livrée aux tracas des difficultés quotidiennes, sans information sur son passé ni sur son présent, sans projet social national qui donne des raisons de rêver d'un avenir meilleur, sans autre perspective que les cauchemars du lendemain et le sentiment d'insécurité d'ensemble.

Certes la désespérance vis-à-vis de l'État défaillant détruit le sens civique, annihile le système immunitaire de pensée, ouvrant tous grands les exutoires-refuges vers les populismes et les extrémismes violents de toutes les formes.

Mais de là à se détourner de la politique comme d'« *une sale chose* », de là en somme à *laisser la politique aux autres*, cela revient en fin de compte à laisser les choses telles qu'elles sont, au bon vouloir de ceux-là mêmes dont par ailleurs on récuse la capacité ou la volonté de trouver des solutions aux problèmes dont on se plaint !

Quant à se mettre à tricher « en bas », à voler ou à contourner les lois sous le prétexte que les « Autres », ceux d'en haut ou d'en bas, trichent, volent ou contournent les lois, il ne s'agit là de rien moins que de comportements antisociaux dont les premiers et seuls boucs émissaires seront les pratiquants de ce sport national

C'est notre sécurité tout particulièrement qui est en cause ; ce dédain du pouvoir politique vis-à-vis de la participation citoyenne au développement de la société, est d'autant moins supportable aux consciences qu'il reflète une indifférence manifeste, voire un mépris affiché vis-à-vis des préoccupations quotidiennes des citoyens, de leur avenir et de leurs angoisses.

Une telle situation a conduit à un grave problème de confiance entre le citoyen et le pouvoir politique. L'usure du temps et le durcissement du pouvoir solitaire ont creusé, sans cesse plus, le fossé qui sépare la société civile de la société politique. Au point que, dans les situations de menace extraordinaire, les services chargés de la sécurité collective ne peuvent pas compter sur l'indispensable coopération des citoyens dans la prévention des graves atteintes aux biens et aux personnes.